

Marine Le Pen se prend la « prison ferme » qu'elle réclame pour d'autres !

Caisse d'allocations familiales de Loire-Atlantique, **Nantes**

« L'arme de l'inéligibilité devra être utilisée avec beaucoup plus de rigueur », écrivait Marine Le Pen en 2012... La voilà prise au mot, avec une condamnation à quatre ans de prison dont deux ferme et cinq années d'inéligibilité. Et les cadres du RN de venir aboyer sur les plateaux en défense de leur patronne. Quand de grosses pointures de la bourgeoisie tombent sous le coup de leur propre justice, ça crie au scandale. Un retour de bâton pourtant réjouissant !

Car Marine Le Pen est reconnue coupable d'avoir détourné de l'argent public, 4 millions d'euros, pour faire tourner son parti et avoir fait croquer les fidèles, la famille et les copains. Sa sœur, sa belle-sœur, son ex, son assistante, tous étaient rétribués entre 5000 et 9000 euros pour des tâches dont ils ne s'acquittaient pas. Le Pen payait même le majordome de papa avec l'argent du Parlement. Imaginons la réaction de tout ce beau monde si un jeune ou un simple travailleur volait 4 millions d'euros !

Et pourtant, de l'extrême droite à la gauche, en passant par Bayrou qui s'est dit « troublé », tous viennent au secours de Le Pen. Même Mélenchon, en déclarant que « la décision de destituer un élu devrait revenir au peuple ». Mais c'est tout vu pour beaucoup, ce culot à se dire championne du droit et de l'ordre... et à s'asseoir dessus !

C'EST LA DÉMOCRATIE QU'ON ASSASSINE ?

Tête haute et mains dans la caisse, les soutiens de Le Pen affirment que la démocratie est en danger. Même Poutine, Orbán et Musk osent pleurer sur la démocratie bafouée ! La peine prononcée doit s'exécuter immédiatement, même si Le Pen fait appel : elle sera donc privée de présidentielle. Et c'est ça pour eux, le summum de la démocratie : aller voter une fois tous les cinq ans pour une millionnaire tricheuse, raciste et au service du patronat !

Le RN se pose en victime, en martyr d'un « système » qui voudrait sa peau. Or, c'est tout le contraire ! Au fil des années, les idées et mensonges réactionnaires et racistes du RN sont repris à des degrés divers par les partis du pouvoir institutionnel.

Depuis neuf mois, le RN est carrément intégré à une forme de coalition parlementaire qui va du PS à l'extrême droite, derrière Bayrou et Macron. Sur le plan international aussi, le RN se pose en parti respectable, reçu par Trump et Netanyahu. À l'occasion des dernières législatives, il a d'ailleurs quelque peu nettoyé son programme des promesses sociales les moins acceptables pour le patronat, notamment la retraite à 62 ans. L'épisode du procès Le Pen confirme que le RN est un parti bien bourgeois, jusque dans les magouilles et le pouvoir lié au pognon de cette classe. Un parti anti-ouvrier. Et avec ou sans Marine Le Pen, évidemment il le restera !

UN JUGEMENT N'A JAMAIS FAIT TAIRE L'EXTRÊME DROITE

Il n'est pourtant pas exclu que Le Pen et ses proches cherchent à tirer profit de leur condamnation, en termes de popularité qui se reporterait sur le successeur pressenti, Jordan Bardella. D'autres dirigeants d'extrême droite, Trump le premier, ont pu jouer sur cette corde pour accéder au pouvoir. Qu'importe qu'ils promettent la probité, qu'ils disent comme l'avait fait Bardella en novembre dernier qu'avoir un casier judiciaire est incompatible avec le fait de se présenter aux élections : une fois condamnés, ils crient au complot !

On n'en a évidemment pas fini avec l'extrême droite. Ce jugement a le mérite de révéler que le RN est un parti finalement comme les autres (se faire attraper pour détournement de fonds public, c'est quasiment un rite initiatique dans ce milieu politique). Pour faire reculer l'extrême droite, il va falloir défendre haut et fort nos idées de solidarité et internationalistes, et faire vivre dans la lutte de classe l'unité de tous les travailleurs pour leurs conditions de travail et de vie, contre les divisions racistes distillées par les exploiters et les politiciens qui en défendent les intérêts, RN en tête.

Mardi 1^{er} avril 2025

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DU NPA-R !



@npa.revo



@npa.revolutionnaires



npa-revolutionnaires.org

Big Brother à la Caf

La direction voudrait être sûre qu'on travaille vraiment quand on doit travailler. Les stats ne suffisent plus, elle veut le voir de ses propres yeux ! Obligation d'avoir sa caméra allumée lors d'un appel Teams, nous dit-elle, surtout en télétravail. Veut-elle s'assurer que nous ne sommes pas en train de faire du repassage ou notre vaisselle en pleine réunion ? Ou cherche-t-elle des idées déco dans nos intérieurs ? Blague à part, la CNIL considère ce genre de demande comme une atteinte à la vie privée. On peut aussi considérer ça comme du flicage.

36h en 4 jours ? La fausse bonne idée

À la CAF de Nantes, une quarantaine de collègues expérimentent la semaine de 4 jours... mais attention, sans réduire les 36 heures hebdomadaires. Résultat ? Des journées de 9 heures, parfaites pour tester vos limites physiques et mentales. Officiellement, c'est pour améliorer la qualité de vie au travail. Officieusement, ça ressemble à une course d'endurance où l'équilibre vie pro-vie perso reste un mirage. Et si on parlait plutôt de réduire le temps de travail pour tous, sans perte de salaire ? On travaillerait sûrement mieux, on pourrait embaucher du monde et réduire le chômage par la même occasion.

Mobilisation du secteur social

Un peu plus de 1000 travailleurs du secteur social et médico-social se sont rassemblés mardi 1er avril à Nantes à l'initiative du collectif national « Travail social en lutte ». Venant de structures conséquentes comme France Travail, d'associations comme l'ADAES 44 ou encore d'Esat, tous et toutes ont dénoncé la dégradation dramatique de leurs conditions de travail. Chez eux comme chez nous ce sont les moyens financiers et humains qui manquent et surtout une logique du chiffre qui prime avant l'humain. Une logique qui pousse à multiplier les contrôles au détriment du travail d'accompagnement des personnes précaires.

Belgique : grève générale contre le gouvernement De Wewer

À l'appel des confédérations syndicales FGFB (sociale-démocrate) et CSC (chrétienne), une grève générale très largement suivie a touché lundi l'ensemble du pays. Les aéroports de Bruxelles-Zaventem et Charleroi ont été complètement à l'arrêt, avec tous les vols annulés. Les transports en

commun fortement perturbés alors que de nombreux magasins, dont des supermarchés, étaient fermés. Les établissements scolaires, y compris l'Université libre de Bruxelles, ont été touchés, avec des cours annulés et des piquets de grève organisés par des étudiants et des enseignants. Cette mobilisation se voulait une réponse aux premières mesures de régression sociale annoncées par le nouveau Premier ministre conservateur, De Wewer, notamment des coupes dans les pensions et une flexibilité accrue imposée aux salariés. Les syndicats ont prévu d'autres actions dans les semaines à venir, avec une nouvelle grève générale programmée pour le 29 avril. Mais si les travailleurs ne veulent pas que ces mouvements soient sans lendemain il leur faudra prendre en main leurs propres affaires.

Environnement : la 5ème roue du carrosse gouvernemental

« La politique que je mènerai dans les cinq ans à venir sera donc écologique ou ne sera pas », promettait Emmanuel Macron lorsqu'en 2022 il avait enfilé sa casquette de candidat pour un second mandat. Depuis on n'a pas vu grand-chose de concret. Mais attention ça va changer : c'est du moins lui qui l'affirme. La preuve : pour la seconde fois en trois ans il a présidé un « Conseil de planification écologique » composé de François Bayrou et d'une quinzaine de ministres. Selon l'Élysée, le chef de l'État veut effectuer une « remobilisation » générale sur le sujet. Mais pour qu'il ait « remobilisation » il faudrait qu'il y ait eu d'abord « une mobilisation » qui n'a jamais eu lieu. Bref une énième tentative de verdir l'image du chef de l'État. Y'a du boulot !

